**CHARTE de COQUA** **75coqua14@gmail.com** **Collectif des habitants, usagers et riverains du quartier Pernety Plaisance Paris 14**

 **Fév.2015 actualisée le 06/ 02/2020**

**Les membres de COQUA,** collectif des habitants, usagers et riverains du quartier Pernety Plaisance, sont attachés aux principes de pluralisme, de laïcité, de mixité sociale et d’argumentation dans les débats – les habitants et usagers devant en être partie prenante dès lors que sont mis en jeu leur cadre et leur mode de vie, leur environnement et leur santé.  **Le collectif COQ**UA revendique une indépendance totale à l’égard des partis politiques et des groupements confessionnels.

**Les membres du collectif COQUA constatent** \*une dégradation de la situation du quartier depuis plusieurs années, signalée à de très nombreuses reprises aux autorités compétentes : sécurité, tranquillité publique, qualité de vie, propreté, dégradation que les efforts ponctuels des personnels de police, de sécurité, de surveillance, de médiation, de prévention et d’entretien ne parviennent pas à enrayer – impuissance qui décrédibilise l’autorité publique \*une appropriation d’espaces publics par des bandes et autres groupes privés, le plus souvent après 14 heures, appropriation liée à des activités délictueuses ou inciviles ou à un désoeuvrement collectif \*une dégradation de la vie sociale liée à une politique de l’habitat, engagée de longue date et poursuivie par l’équipe municipale actuelle, faisant de cette partie ouest de l’arrondissement le champion toutes catégories de l’habitat social dans le 14ème, alors que les bailleurs n’assument ni leur mission d’accompagnement social des familles bénéficiaires ni leur mission de développement local \*la multiplication des fermetures de commerces traditionnels et leur remplacement par des magasins soit alimentaires « haut de gamme » -donc hors de prix pour la majorité des habitants du quartier – soit communautaires mais aussi par des commerces dont la faiblesse de l’activité réelle laisse à penser que la vente de leurs produits et services n’est pas leur seule ressource \*l’évitement par de nombreuses familles des établissements scolaires publics du secteur, qui rencontrent de réelles difficultés en dépit de l’empilement de « projets éducatifs » qui y sont menés et de l’implication des personnels enseignants et non enseignants, dysfonctionnements pouvant se manifester aux abords des établissements comme dans l’ensemble du quartier s’agissant des collégiens \*une dégradation considérable des conditions de déplacement liée en particulier à l’asphyxie de la ligne 13, à la restructuration de l’axe Catalogne/Alain/Vercingetorix et ses conséquences sur la circulation, à l’extinction expérimentale depuis nov.2017 des feux tricolores (sonorisés pour les personnes aveugles ou mal voyantes) mais aussi au comportement incivil ou délictueux de nombreux conducteurs de véhicules 4 roues et 2 roues motorisées ou non, l’ensemble générant la mise en danger des piétons mais aussi des conducteurs, dans tout le quartier \*une dégradation considérable des conditions de vie des habitant-es et usager-ères de l’axe Catalogne/Alain/Vercingetorix (pollution chimique et sonore à toute heure du jour et de la nuit, créant un véritable problème de santé publique) comme de ceux des axes impactés directement ou indirectement par les changements des axes de circulation et autres travaux de voirie, situation aggravée par les travaux réalisés sur les chantiers du secteur Montparnasse \*une absence de concertation réelle avec les habitant-es et usagers du quartier – concertation ne pouvant être confondue ni avec la communication/information diffusée par les autorités, ni par le recours à quelques individus désignés par la Mairie comme seuls interlocuteurs valables sur un dossier ni avec le recours à des commissions filtrant les propositions sans critère objectif NB= constituent trois illustration des dérapages de la « démocratie participative » vécue dans le 14ème : la disparition de fait, fin 2018, de la commission « Vivre ensemble, paix sociale et sécurité » du Conseil de quartier Pernety , initiée en 2015 par COQUA et les Plaisanciers (association des commerçants), mais aussi le « détournement de fonds » du budget participatif d’un projet validé vers un projet non validé, et enfin le refus de toute concertation avec les habitant-es non répertoriés comme « handicapé-es » sur la suppression expérimentale des feux tricolores sonorisés

**Le collectif COQUA a pour objectifs :** \*l’amélioration de la qualité de vie et de l’environnement dans le quartier Pernety-Plaisance où chacune et chacun pourra vivre, travailler, se distraire, se déplacer, dormir, en paix et en sécurité \*la restauration d’une mixité sociale équilibrée dans le quartier Pernety-Plaisance \* la garantie d’une propreté et d’une sécurité au quotidien dans le quartier Pernety-Plaisancesans que cela se fasse au détriment d’autres quartiers.

**Les membres du collectif se mobilisent pour** - **mettre un terme à la dégradation des conditions de vie des dans le quartier** \*par la prise en charge par des organismes et associations compétents des enfants et jeunes en difficulté scolaire ou déscolarisés, afin de favoriser leur réussite scolaire ainsi que leur insertion sociale et professionnelle : mise en place d’activités d’accompagnement social et scolaire coordonnées, en lien avec les établissements scolaires, activités dont la pertinence et l’efficacité doivent être régulièrement évaluées par des audits externes - les rapports étant remis aux citoyens qui financent ces organismes par leurs impôts NB : l’engagement militant et la bonne volonté des acteurs associatifs ne pouvant pas être pris en compte dans les critères d’évaluation \*par un renforcement immédiat et significatif des actions de prévention spécialisée par des organismes et des personnels compétents en nombre suffisant par rapport aux besoins, limitant les risques de basculement de jeunes et enfants dans la délinquance ou dans toutes formes de dérives religieuse ou sectaire \*par la mise en place d’un accompagnement à la parentalité ayant un double objectif : favoriser la cohérence entre l’éducation familiale et l’éducation dispensée par l’école de la République -cela facilitant l’intégration des familles éloignées des codes sociaux et de la langue française - mais aussi responsabiliser les parents vis-à-vis des actes de leurs enfants \*par l’accroissement du nombre des personnels d’accompagnement de de surveillance financés par les bailleurs sociaux, travaillant en lien étroit avec les travailleurs sociaux, les personnels de l’Education Nationale, de la Justice et de la Police \*par le développement d’entreprises, en particulier celles de l’économie sociale et solidaire, favorisant l’alternance formation/entreprises et l’entrée sur le marché du travail pour les jeunes n’ayant ni diplôme ni formation professionnelle \*par la mise en œuvre, avec tous les moyens nécessaires, des dispositions prévues dans le Contrat local de sécurité parisien (CPS) pour la période 2015-2020 et la préparation du prochain CPS avec les habitants, associations et institutions, leurs priorités étant réellement prises en compte \*par le soutien au maintien et à l’installation de véritables commerces de proximité et d’activités de services correspondant aux besoins des habitants et usagers du quartier, en particulier dans les espaces commerciaux donnés en location par les bailleurs sociaux \*par l’augmentation de la fréquence de passage des personnels assurant la propreté des rues et des espaces verts mais aussi la verbalisation systématique et effective des contrevenants

 - **pour renforcer la sécurité sous toutes ses formes et la tranquillité publique en obtenant** \*un renforcement de tous les personnels de surveillance des espaces publics : Police, DPSP (Ville de Paris), GIPS (bailleurs sociaux), chacun dans son champ de compétences mais avec une volonté coordonnée, ainsi que l’installation rapide de caméras supplémentaires sur tous les sites et carrefours repérés comme lieux avérés ou potentiels de délinquance et/ou de dangerosité pour les habitants et usagers \*l’interpellation des délinquants et leur mise à disposition de la Justice (trafics, vols et recels, délits routiers, incitation à la haine etc…) \*la mise en œuvre effective et systématique des sanctions pénales et administratives prévues par les textes règlementaires pour les infractions innombrables avérées : trafics et recels, dépôts sauvages, attroupements, nuisances sonores, non-respect du Code de la Route etc … \*l‘expulsion rapide des logements sociaux, comme cela se pratique ailleurs en France et en Europe, des personnes dont il est avéré qu’elles transgressent les lois de la République, qu’elles mettent en péril la vie collective des immeubles et du quartier, qu’elles disposent de fait de revenus incompatibles avec un logement social \*la fermeture effective pendant la nuit des squares, espaces verts, terrains de sport cela afin d’empêcher les attroupements bruyants et/ou délinquants et la mise en place en nombre suffisant de personnels de surveillance assermentés dans les espaces verts ouverts 24/24 et 7/7 \* la sanctuarisation des trottoirs et espaces piétons, verts ou non, la mise en place d’une signalétique routière claire, complète et cohérente, protégeant les piétons et sécurisant les déplacements des personnes vulnérables, sur toutes les voies, carrefours et zones piétonnes du quartier ainsi que le rétablissement des feux tricolores sonorisés dans la zone dite « expérimentale » depuis novembre 2017.

**COQUA mettra tout en œuvre tous les moyens légaux leur permettant de faire aboutir ses demandes et propositions, en partenariat avec toute association partageant en tout ou partie ses objectifs.**